

MAIRIE D'EYRAGUES (13630)

L'an deux mil dix-huit, le onze septembre, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à dix-neuf heures, Salle du Conseil Municipal, sous la Présidence de Max GILLES, Maire

Date de la convocation :
4 septembre 2018

Conseillers en exercice : 27
Présents : 21
Procurations : 3
Votes : 24

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL 11 SEPTEMBRE 2018

Étaient présents les conseillers municipaux :

GILLES Max, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, DELAIR Patrick, MISTRAL Christiane, GAVANON Michel, BASNEL Françoise, PANCIN Pierre, ROSELLO Louis, RICARD André, MARTINI Geneviève, JULLIAN Madeleine, GOLFETTO Rémi, PACCHIONI Maryse, POUJOL Odile, MIGNOT Brigitte, DELILLE Nicole, AMAT Bruno, MARCEL David, CHABAUD Sandra, ROSSI Yannick,

Absents excusés et représentés :

DELABRE Éric a donné procuration à MISTRAL Christiane, NIETO Corinne a donné procuration à POUJOL Odile, AUBERY Jérémy a donné procuration à AMAT Bruno.

Absents excusés : LAUGE Sylviane, MISTRAL Christelle, BOUCHET Aurélien.

Monsieur le Maire accueille les Conseillers Municipaux et ouvre la séance à 19h00.

Nomination du Secrétaire de Séance

Yvette POURTIER est nommée secrétaire de séance.

Approbation des comptes rendus de la séance du 11 juillet 2018.

Monsieur Le Maire donne lecture du compte-rendu du Conseil Municipal du 11 juillet 2018 et précise que le « bail à ferme » délibéré au bénéfice de Lionel RENAUD est en attente de la fixation du prix du loyer qui doit être soumis ultérieurement au Conseil. M. Lionel REYNAUD doit également d'engager à ne mettre obstruction au gibier et au libre exercice de la chasse sur ces terrains conformément aux réglementations en vigueur. Le compte-rendu est adopté à l'unanimité.

1. Affaires Financières

1.1.Reversement des droits de place perçus à l'occasion de la Saint Symphorien au Comité des Fêtes (D)

M. Marc TROUSSEL rappelle que dans le cadre de l'organisation des festivités de la Saint Symphorien, et suite à la perception des droits de place des forains par la Commune, il a été proposé d'attribuer une subvention au Comité des Fêtes, structure organisatrice de cette manifestation, d'un montant de 2 480 €.

M. Pierre PANCIN se retire avant le vote.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal autorise Le Maire à verser cette subvention au Comité des fêtes.

2. Affaires Administratives

2.1.Consultation pour avis sur l'évolution institutionnelle du Pays d'Arles

M. Le Maire a ouvert le débat comme suit : Suite à la délibération du Conseil Syndical du Pôle d'équilibre territoriale et rural (PETR) du Pays d'Arles en date du 25 juin 2018 et celle de l'ACCM (Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette) en date du 27 juin 2018, dans laquelle elle a sollicité la création d'une intercommunalité unique à l'échelle du Pays d'Arles par la fusion de 3 EPCI (Etablissement publics de coopération intercommunale) à FP (fiscalité propre), le Préfet des Bouches-du-Rhône a répondu que :

« Ce projet ne semble pas faire l'objet d'un consensus de la part des élus de l'ouest du département. La CCVBA et la CATP n'ayant pas jugé opportun de délibérer à nouveau sur cette demande de fusion ».

Et que : « ...des conditions de majorité doivent être réunies pour mener à bien un tel projet de fusion ». Il a donc indiqué que : « il n'apparaît donc pas opportun d'engager cette procédure de fusion des trois EPCI du Pays d'Arles ».

Face à cela, il faut rappeler la parution d'articles dans les journaux en faveur de la fusion de 3 E.P.C.I. pour former le Pays d'Arles qui a d'ailleurs délibéré une motion en ce sens.

Par ailleurs, des études ont démontré qu'une agglomération unique est financièrement moins désavantageuse qu'avec la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, conformément à l'étude « Impacts financiers et fiscaux des différentes évolutions du pays d'Arles » établie par les consultants Klopfer, Seban et Duranton.

De ce fait, le Conseil municipal, à l'unanimité :

Demande d'œuvrer au maintien à la Commune, de toutes ses prérogatives et compétences de proximités notamment en matière d'aménagement, d'urbanisme, de construction, de la voirie, du cadre de vie, des espaces verts, de l'enfance, de la jeunesse, de l'enseignement, ainsi que le quotidien comme la propreté et le transport.

Demande que la Commune ne soit pas appauvrie par des impacts financiers sur sa fiscalité ou dépossédée de son épargne et son excédent ou assujettie à des écètements sur les différentes dotations dont elle bénéficie actuellement.

2.2.Approbation des électeurs sur l'évolution institutionnelle du Pays d'Arles

De la discussion qui précède, M. Le Maire demande au Conseil municipal de se prononcer sur l'organisation d'un référendum sur le projet de fusion des 3 intercommunalités sans être rattaché à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Le Conseil municipal n'est pas contre un référendum mais il recommande dans un premier temps de s'orienter vers des actions de concertation avec les différents acteurs locaux.

Le Conseil municipal, à l'unanimité :

Admet qu'il ne faut, pour l'instant pas organiser de référendum mais d'observer de près l'évolution de la situation pour adopter ultérieurement un avis définitif sur l'avenir de l'intercommunalité.

2.3.Convention entre La Région PACA et la Commune d'Eyragues - Transports Scolaires

Mme Françoise BASNEL rappelle que la loi NOTRe a modifié les compétences des collectivités locales en matière de transport. Elle prévoit le transfert de cette compétence du Département à la Région, en matière de transport routier non-urbain. Terre de Provence a compétence pour le transport scolaire sur le territoire de ses Communes membres. En revanche pour les liaisons entre celles-ci et une Commune hors du périmètre de terre de Provence, c'est la Région PACA qui en a la compétence.

La convention actuelle arrivant à échéance le 31 août 2018, il convient de la renouveler.

Dans ce cadre, celle-ci propose une convention de renouvellement que vous trouverez en pièce jointe qui répartit les missions entre la Commune et la Région comme suit :

Missions confiées à la Commune :

Hormis les inscriptions en ligne effectuées par les familles sur le site WEB de La Région, la Commune :

- informe les familles sur les dispositions arrêtées par la Région en matière de transports scolaires et leur remet un exemplaire du règlement intérieur ;
- informe les familles des différentes possibilités de transport vers les établissements scolaires où sont inscrits les élèves, des aides individuelles prévues le cas échéant ;
- participe à l'application du règlement des transports scolaires en lien avec la Région pour garantir la qualité et la sécurité des transports ;
- instruit et saisit les dossiers de transports ou les demandes d'aides individuelles dans le logiciel Pégase ;
- perçoit la participation des familles ;
- reverse à la Région le montant du tarif annuel arrêté par la Région pour chaque élève transporté au vu d'un titre de recettes émis par la Région.

Missions de la Région :

La Région :

- définit les critères d'accès des élèves aux services réservés et aux lignes régulières. Ces critères sont portés à la connaissance de la commune ;

- définit des solutions d'organisation adaptées pour assurer le transport aux élèves. Dans ce cadre, elle définit la consistance des services de transports réservés aux élèves à mettre en place en complément des lignes régulières ouvertes au public ;
- mène les procédures nécessaires à l'attribution des marchés pour l'exploitation des services des transports scolaires ;
- décide des modifications et des suppressions de services en application du règlement régional des transports scolaires ;
- exerce un rôle de contrôle à bord des véhicules concernant le respect des dispositions des marchés, relatives notamment, à la sécurité et à la qualité des prestations effectuées, la vente et le contrôle des titres s'il y a lieu. Les contrôles peuvent être effectués par des agents de la Région ou mandatés par la Région ;

Le Conseil municipal, à l'unanimité, autorise Le Maire à signer ladite convention et tout document y afférent.

2.4. Adoption du rapport sur le prix et la qualité du Service Public d'Alimentation en Eau Potable (D)

M. Patrick DELAIR informe que le CGCT impose, par ses articles D.2224-1 à D.2224-5, de réaliser un RPQS : Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service d'Alimentation en Eau Potable.

Ce rapport doit être présenté au Conseil. Il est public et permet d'informer les usagers du service.

Après analyse du RPQS mis à la disposition du public, il peut être relevé ci-dessous les principales informations :

Dispositions du contrat :

Contrat d'affermage de 8 ans (du 01/01/2013 au 31/12/2020) avec la SEM : Société des Eaux de Marseille

La qualité de l'eau :

Les données relatives à la qualité de l'eau distribuée, définies par l'article D.1321-103 du Code de la Santé Publique, sont indiquées dans le rapport établi et transmis par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Parallèlement, l'exploitant vérifie la qualité de l'eau distribuée par des analyses menées dans le cadre de l'autocontrôle

Concernant la qualité de l'eau distribuée, **14** prélèvements microbiologiques ont été réalisés en 2017. Toutes ont conclu à une bonne qualité bactériologique de l'eau distribuée.

Egalement, **14** prélèvements physico-chimiques ont été réalisés et toutes étaient conformes pour l'ensemble des paramètres recherchés

Caractéristiques du service :

- Le nombre d'abonnés est de **1 851**.
- En 2017, nous avons eu un volume vendu aux abonnés de **268 925 m3**
- La Commune dispose de **2** stations de pompage et de surpression d'une capacité de (P1 = **90 m3/h** et P2 = **130 m3/h** comme suit :
 - ✓ Puits de « Les **Moutouses** » : eau souterraine qui alimente le réservoir « La **Gardy** »
 - ✓ « La **Gardy** » alimente le réservoir de « La **Boule** »
- La Commune dispose également d'une station de production : Les **Moutouses**.
- Il existe 2 réservoirs repartis sur **2** sites pour un volume total de **850 m3**
- La longueur totale du réseau est de **35.78 km**
- Depuis 2017, la commune d'Eyragues bénéficie de la possibilité d'un maillage de secours avec le SIVOM Durance-Alpilles.
- En 2017 le rendement du réseau de distribution était de 74.49 % (il était de 60 % en 2013)

Travaux réalisés :

- 2014 : 500 ml (renouvellement).
- 2017 : Ch. de la Sablière, Ch. des plaines, Ch. des poissonniers, Clos Serein. Le quartier du Planet et le maillage avec le réseau du Sivom.

Prix de l'eau :

Le prix de l'eau TTC à Eyragues est de 1,73 €/m3. Il est en dessous de la moyenne nationale qui est de 2,08 €/m3 et départementale qui est de 1,74 €/m3

Le prix TTC du m3 d'eau potable comprend notamment la production, le transfert, la distribution, les redevances de l'Agence de l'eau dont prélèvement d'eau **0,081€/m3** (incitative pour les déficits dans les canaux) et pollution : **0,29€/m3** ainsi que la TVA. Le taux d'impayés sur les factures est de 2,3% en 2016 et de 5,62% en 2017.

La surtaxe destinée aux travaux d'investissement par la Commune est de 104 274 €/an.

La dette est de 761 877 € et l'investissement en 2017 a atteint 746 934 €.

En conclusion :

L'eau d'Eyragues est de bonne qualité. Le coût du m3 est en deçà du prix moyen national. Le fermier a une bonne connaissance du réseau. Par ailleurs, et à titre informatif la loi 2018-702 du 3 août 2018 a conservé la date butoir du 1^{er} janvier 2020 pour le transfert de la compétence de l'eau, de l'assainissement et des eaux pluviales aux Communautés d'Agglomération.

M. Le Maire précise que le maillage de secours qui est déployé n'est pas encore opérationnel. Il est en attente de l'accord de raccordement du Sivom.

Il informe le Conseil que dans le cadre de la DSP, il a rencontré la SEM en comité technique pour leur demander d'entreprendre les travaux de renforcement des canalisations notamment celui du Chemin de la Garde.

Le Conseil municipal, adopte à l'unanimité, le rapport sur le prix et la qualité du service public d'Alimentation en Eau Potable.

2.5. Adoption du rapport sur le prix et la qualité du Service Public d'Assainissement Collectif (D)

M. Patrick DELAIR informe le Conseil que La collectivité a l'obligation de produire un RPQS **le rapport sur le prix et la qualité du service** de l'assainissement (article L2224-5 du CGTC, décret du 6 mai 1995, décret du 2 mai 2007, arrêté du 2 mai 2007), le présenter au Conseil pour adoption.

Après analyse du RPQS mis à la disposition du public, il en ressort les indicateurs principaux suivants :

Le nombre d'abonnés au réseau collectif d'assainissement sur la commune est au 31 décembre 2017 de **1 610** sur les 1707 abonnés potentiels (selon les informations portées à la connaissance de la Commune). Le taux de raccordement des abonnés est donc de 94,35%.

- le réseau de collecte et de transfert est de **23,17** km
- pour une population desservie estimée à **4 354** habitants

Le réseau comporte 4 stations de relevage : Beauchamp, Les Tennis, Les chênes verts, Les Fauvettes.

Le traitement des effluents est assuré en totalité par la STEP : station d'épuration « Les Moutouses »

Il s'agit d'une station d'une capacité nominale de **4 167** EH (équivalents / habitants), elle fait l'objet d'un projet d'extension conformément aux orientations du PLU.

Cette STEP est équipée d'un système de dégrillage, dessablage et déshuilage. Le traitement est biologique par boues activées.

Le milieu récepteur du rejet de cette station est la Grande Roubine, gros affluent du canal d'assainissement hydro-système du Vigueirat.

En 2017, **219 718 m3** d'effluents ont été traités par la station et **200 729 m3** ont été facturés. Il existe **2** points noirs qui nécessitent des interventions fréquentes de curage.

66.7 Tonnes de matières sèches de boues ont été produites et évacuées en 2017 (contre 53,9 T en 2016).

Le prix du m3 d'assainissement collectif (pour une consommation d'eau de 120 m3) pour l'année 2017 est de 0,954€/m3 contre 0,961€/m3 en 2016. Ce prix comprend la redevance de modernisation des réseaux de collecte reversé à l'Agence de l'Eau. Il est de 0,1550€/m3 correspondant à 29 990,58€.

La surtaxe communale est de 29 870 €.

Le taux d'impayés est de 5,62% en 2017 correspondant à 30 261 € contre 2,3% en 2016.

En conclusion :

La STEP fonctionne bien et les rejets sont de bonne qualité. Le fermier a un suivi rigoureux sur le réseau, il a également une activité remarquable et une qualité de service auprès des abonnés.

Le Conseil municipal, adopte à l'unanimité, le rapport sur le prix et la qualité du service public d'Assainissement Collectif.

2.6. Adoption du rapport sur le prix et la qualité du Service Public d'Assainissement Non-Collectif (D)

M. Patrick DELAIR informe le Conseil que l'assainissement non-collectif (dit individuel ou autonome) est régi par notamment les législations suivantes :

- *Code de la santé publique pour le raccordement, les sanctions, l'accès aux propriétés privées, le diagnostic technique annexé à l'acte de vente,*
- *CGCT pour le contrôle, le zonage d'assainissement, la redevance d'assainissement,*
- *Code de la construction et de l'habitation pour le diagnostic technique annexé à l'acte de vente, l'éco-prêt à taux zéro,*
- *Code de l'urbanisme pour l'attestation de conformité du permis de construire, du permis d'aménager,*
- *Code civil pour les dommages-ouvrages, la réception des travaux, la responsabilité civile des constructeurs,*
- *Code général des impôts : éco-prêt à taux zéro et crédit d'impôt pour financer des travaux d'amélioration de la performance énergétique (réhabiliter un ANC par un dispositif ne consommant pas d'énergie).*

Par ailleurs, le CGCT impose, par ses articles D.2224-1 à D.2224-5, de réaliser, de mettre à la disposition du public et de présenter au Conseil municipal un RPQS : Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du service d'Assainissement Non-Collectif.

Celui-ci énonce des informations mises à la disposition du public comme suit :

A Eyragues, le service public d'assainissement non collectif dessert 380 habitants.

Le fermier est chargé notamment de vérifier la conception et l'exécution de toute installation individuelle réalisée ou réhabilitée depuis moins de 8 ans.

A ce titre, le nombre d'installations contrôlées conformes ou mises en conformité est de 39 installations d'ANC.

A l'occasion d'une vente, le fermier effectue un diagnostic et éventuellement si l'installation n'est pas conforme, des prescriptions que l'acquéreur doit réaliser sous 1 an après la vente. Cette prestation est facturée 147,95 € en 2018.

Par ailleurs, l'observatoire national de l'eau et de l'assainissement indique que le taux de conformité sur Eyragues en 2016 était de 97,5% (80% en 2012 et 100% en 2013). Ces chiffres ne concernent que les installations d'ANC portées à la connaissance de la Collectivité.

En conclusion :

Le fermier donne du bon conseil sur les installations d'ANC et entreprend efficacement les travaux nécessaires pour les administrés qui le souhaitent. Il prescrit rigoureusement les travaux obligatoires lors d'un dépôt de permis de construire et en contrôle leur conformité lors de la mise en service de l'installation de l'ANC. De même, il effectue correctement le contrôle des installations à l'occasion d'une vente. Des vérifications périodiques sont également envisagées dans le cadre d'un SPANC.

M. Le Maire informe le Conseil que la loi oblige les abonnées ayant des fosses septiques à établir un diagnostic pour se mettre en conformité. Ceci n'a pas été fait par certains qui prétendent que leur terrain n'est pas suffisamment bien dimensionné pour accueillir une ANC alors qu'il existe un panel de modèles de micro-stations à encombrement restreint qui sont homologuées par des organismes agréés.

Le Conseil municipal, adopte à l'unanimité, le rapport sur le prix et la qualité du service public d'Assainissement Non-Collectif.

2.7. Adhésion aux contrats d'assurance des risques statutaires (D)

M. Marc TROUSSEL rappelle qu'une mise en concurrence d'un contrat-groupe des risques statutaires a été assurée par le CDG13 (Centre de gestion des Bouches-du-Rhône) conformément au mandat qui lui est confié.

Ce contrat peut être souscrit pour une durée de 4 années. Il prendra effet au 1er janvier 2019.

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle présentée par la compagnie d'assurance **CNP** et le gestionnaire du contrat **SOFAxis**.

Le contrat proposé à la Commune d'Eyragues est comme suit :

Garantie		Franchise	Taux	Régime
Agents CNRACL	Décès	Néant	0.15 %	Capitalisation
	Accident du travail/Maladie professionnelle	Néant	0.83 %	
	Total		0.98 %	

ET : Formule tous risques avec franchise uniquement sur le risque maladie ordinaire comme suit :

Garantie		Franchise	Taux	Régime
Agents non-affiliés à la CNRACL	Accidents du travail	Néant	0.95 %	Capitalisation
	Maladies graves	Néant		
	Maladie ordinaire	15 jours fermes/Arrêt en maladie Ordinaire		
	Maternité/Paternité/Adoption	Néant		

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

Approuve les taux et prestations négociés par le CDG13 dans le cadre du contrat-groupe d'assurance statutaires,
Décide d'adhérer à compter du 1^{er} janvier 2019 au contrat d'assurance groupe (2019-2022) et jusqu'au 31 décembre 2022 en optant pour les garanties ci-dessus,

Prend acte que la contribution financière due par la Collectivité au titre de la gestion du contrat-groupe a été fixée par le Conseil d'administration du CDG13 en sa séance du 20 décembre 2017 à 0.10 % de la masse salariale assurée,

Prend acte que les frais du CDG13 viennent en supplément des taux d'assurance ci-dessus déterminés,

Et à cette fin,

Autorise Le Maire à signer le bulletin d'adhésion dans le cadre du contrat-groupe,

Prend acte que la Commune pourra quitter le contrat-groupe chaque année sous réserve du respect du délai de préavis de 4 mois.

3. Biens – Patrimoine – Travaux

3.1. Patrimoine : Classement dans le Domaine public communal des voies communales privées de la zone d'activités des Moutouses : (D)

M. Le Maire rappelle au Conseil que la Commune est propriétaire des voies de la ZA des Moutouses alors que celle-ci relève des compétences communautaires.

A cet effet, il convient que ces biens communaux privés soient classés dans le Domaine public de la voirie communale.

A ce titre, le Code de de la Voirie Routière, notamment par son article L141-3 prévoit que le classement d'une voie communale est dispensé d'enquête publique préalable sauf si ce classement a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

Les voies privées communales desservant les parcelles de la zone d'activités des Moutouses sont cadastrées : CR 0159 (Transformateur), CR 0194 (Voie), CR 0214(Voie), CR 0233 (Transformateur), CR 0285(Voie), CR 0282(Voie), CR 0275 (Voie), CR 0277 (Bassin), tel que annexé sur le plan ci-joint.

Le classement de ces voies dans le Domaine public de la voirie communale ne portant pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par ces voies et étant déjà ouvertes à la circulation publique, il n'est donc pas nécessaire de procéder à une enquête publique préalable.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

Décide de classer dans le Domaine public les voies de la zone d'activités des Moutouses cadastrées

CR 0159, CR 0194, CR 0214, CR 0233, CR 0285, CR 0282, CR 0275, CR 0277, pour une surface totale de 7 378 m²

Charge Le Maire d'effectuer toutes les formalités nécessaires et de signer les pièces relatives à cette procédure,

Autorise Le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

3.2.Patrimoine : Convention de servitude ENEDIS pour passage d'un câble moyenne-tension sur un terrain privé communal (D)

M. Le Maire informe le Conseil qu'un projet privé de serres photovoltaïques pour la production d'énergie photovoltaïque à Eyragues dans le lieu-dit « Les Sarressanes » prévoit un raccordement électrique moyenne-tension entre un poste en projet dénommé « Prod.Juan » et le poste existant du quartier des « Bourgades ».

Ce déploiement envisage l'enfouissement d'un câble sur le terrain des boulistes (parcelle privée communale cadastrée CR 201 : Les Moutouses).

Les travaux sont entièrement à la charge d'ENEDIS.

Cette convention de servitude prévoit une indemnité symbolique de 20 € au bénéfice de la ville. Elle prendra effet à sa signature et s'achèvera à la date d'arrêt définitif la station photovoltaïque.

M. Le Maire informe le Conseil qu'il a rencontré les pétitionnaires de cette demande et leur a exigé de tracer la tranchée dans l'axe de la voie et de réfectionner la couche de roulement à neuf sur toute la largeur puisqu'elle a été refaite à neuf récemment par la ville.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

Approuve cette convention,

Autorise Le Maire à la signer ainsi que tous les documents correspondants.

3.3.Avancement de travaux/projets (I)

3.3.1. Travaux d'aménagement d'une classe à l'école maternelle François DIJON

M. Michel GAVANON a rappelé que nous avons frisé 2 classes pour cette année scolaire. Les travaux se sont bien déroulés et les entreprises ont été réactives. Le revêtement de sol souple est de qualité. Les locaux (classe, sanitaires, garderie) sont jolis, spacieux et aérés. La visite de la commission de sécurité que les pompiers ont décalée, est prévue prochainement.

3.3.2. Travaux de rénovation/extension des vestiaires du Tennis

M. Marc TROUSSEL informe le Conseil que les travaux ont démarré le 27 août 2018.

M. Le Maire précise que nous sommes confrontés à des aléas de fissures et de déchaussement des fondations que le bureau d'étude a solutionné par des techniques de ceinturage.

4. Divers

4.1.Informations : Décisions prises par Le Maire dans le cadre de ses délégations (I)

4.2.Informations diverses.

M. Le maire informe le Conseil que Mme Anne-Marie MILAN a missionné un avocat pour réclamer des dommages et intérêts alors que le Préfet et le Tribunal Administratifs ont récemment rejeté sa dernière requête. Elle demande 274 000 € pour un préjudice de perte de culture d'exploitation, de frais kilométriques pour le trajet de tracteur, perte de production de vins, pertes dues à l'utilisation de locaux exigus, ...etc. Il a lu le courrier de réponse qu'il lui a adressé ainsi qu'à son avocat.

M. Le Maire a présenté le tableau de la PPI (programmation pluriannuelle des investissements sur les années 2018/2019/2020).

Il rappelle aux conseillers son souhait pour qu'ils participent pleinement aux différents projets et qu'ils donnent leurs observations sur le futur PLU. A ce titre, il a sollicité un RdV avec le cabinet Verdi pour mettre en œuvre les prochaines phases du PLU notamment la validation du « Règlement », le dossier « loi sur l'eau », la réunion des PPA, la CDPENAF, réunion publique, enquête publique, approbation...etc.

M. Le maire informe le Conseil de son intervention auprès du CD13 en faveur de Mme et M. JOLLET pour qu'ils récupèrent leur agrément d'assistante-maternelle.

M. Le Maire informe le Conseil que l'épouse de Guy Robert (Maire d'Orgon) les remercie de leurs condoléances.

Concernant le projet d'extension du siège de la TPA, M. le Maire informe le Conseil qu'il a demandé à signer le dépôt du permis de construire et qu'il compte négocier une convention pour confier la maîtrise d'ouvrage déléguée à la TPA. Celle-ci devrait être soumise ultérieurement au vote du Conseil Communautaire ainsi qu'à celui du Conseil Municipal.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h20

La Secrétaire de Séance

Le Maire

Yvette POURTIER

Max GILLES